



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

Service Gestion Police de
l'Eau

Guichet Unique

Dossier suivi par :
Pierre Lavielle
Nos réf. : PL/SC - LET191204

Tél. : 05 59 80 87 18
Fax : 05 59 80 86 08

Réf. : 64-2019-00160

Monsieur le Président
Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques -
DAEE -
117 avenue de Montardon
BP 67553
64075 PAU Cédex

Mèl : pierre.lavielle@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement : **Confortement et constitution partielle d'un radier sur la commune
de BUROSSE-MENDOUSSE**
Accord sur dossier de déclaration
Pau, le 23 juillet 2019

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6
du code de l'environnement concernant l'opération :

Confortement et constitution partielle d'un radier sur la commune de BUROSSE-MENDOUSSE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21 juin 2019, j'ai l'honneur de vous informer
que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette
opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les
autorisations requises par d'autres réglementations**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de Burosse-Mendousse
pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) de
Commission Locale de l'Eau SAGE Adour Amont pour information. Ces deux documents seront mis à
la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques durant une
période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement
compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de
sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les
tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six
mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à
l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer,
L'adjointe à la cheffe du service Gestion
et Police de l'Eau,

Copie : UTMA - AFB

Aurélie Birlinger

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents
chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6
janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez
exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet
unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.